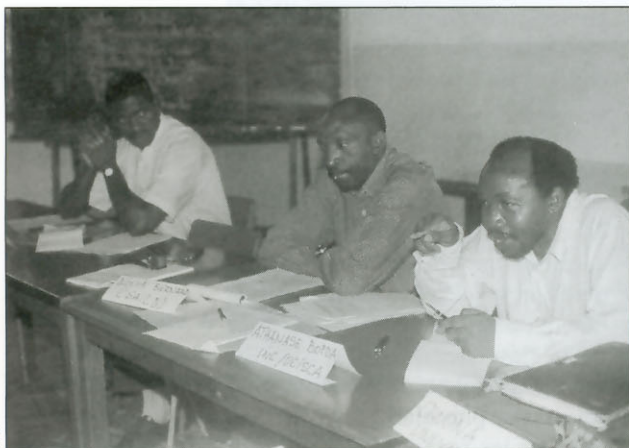


GROUPE DE TRAVAIL : ENJEUX DE L'AIDE LA FRUSTRATION DU MONDE RURAL

Malgré les discours officiels, l'agriculteur est traité en parent pauvre de l'économie. C'est ce sentiment du monde rural qui ressort d'une étude effectuée au Cameroun sur les enjeux de l'aide dans ce pays. Extraits de ce rapport.



Séminaire du Mont Fébé le 18 mai 1998.

QUELLE appréciation les Camerounais portent-ils sur l'aide au secteur agricole ? Tel était l'objet de l'étude consacrée à ce pays (1). Des entretiens avec les personnes impliquées dans l'aide au secteur agricole au Cameroun - responsables d'ONG, de l'administration, chercheurs, responsables paysans -, ressort le sentiment que l'agriculture, malgré les discours, est le parent pauvre du pays : « *Mon enfant ne fera pas d'agriculture comme moi ! Lui au moins, il a été à l'école.* »

« Tous ces gens s'enrichissent sur notre dos sous prétexte qu'ils nous aident. Ceux qui vraiment nous aident ne sont pas nombreux, même parmi nos propres frères »

L'agriculture n'est pas mise en avant : « *Je regarde la télévision depuis une semaine : pour une filière aussi grande que le cacao, je n'ai vu qu'une seule émission, c'est très peu. Or ce sont les médias aujourd'hui qui font bouger les choses.* »

C'est un peu curieux que l'agriculture soit un sujet tabou sur les antennes. » La frustration est grande en milieu rural : « *Tous ces gens s'enrichissent sur notre dos sous prétexte qu'ils nous aident. Ceux qui vraiment nous aident ne sont pas nombreux, même parmi nos propres frères.* » Le besoin d'une politique se fait sentir mais « *L'Etat ne fixe pas ses priorités ; c'est le bailleur de fonds qui fixe les priorités pour l'Etat. En fin de compte,*

l'Etat n'a pas de véritable politique ». Bien souvent, l'action des ONG n'arrange pas forcément les choses : « *Beaucoup d'ONG développent des approches divergentes sur un même terrain, certaines pratiquent l'assistanat pendant que d'autres sensibilisent les populations sur l'importance d'une contribution des paysans au financement des projets villageois.* »

Malgré ces constats affligeants, des Camerounais réagissent et tentent d'imaginer des voies pour revaloriser le milieu rural et rendre l'aide plus efficace. D'abord, la soif d'une plus grande rigueur et d'une meilleure information : « *Quand les gens lancent un projet, après, ils s'en vont. Qu'importe si ça marche ou pas. On ne leur fera jamais rien. Qu'on nous fasse savoir les expériences qui ont réussi et celles qui ont échoué.* » Il faut aussi renverser la tendance. « *Il est important d'éviter de sensibiliser les populations aux projets initiés dans les bureaux ; il faut plutôt sensibiliser les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds sur la pertinence des projets proposés par les populations.* »

Cet amorçe de dialogue va se poursuivre avec d'autres initiatives comme, par exemple, celle d'un observatoire permanent de l'aide au Cameroun. Tout ceci mûrit lentement. Espérons que cela démente les propos d'un paysan entendus lors de la rencontre du Mont Fébé (2) : « *Le paysan a un premier problème. Il est isolé. Il est tellement que chaque fois qu'on veut parler de lui, il fait comme si ce n'était pas lui. En fait, on a tellement parlé de lui sans que rien ne s'ensuive qu'il fuit devant ces débats qui veulent parler de lui.* » ■

Denis Pesche

(1) « *Les enjeux de l'aide au secteur agricole en Afrique au Sud du Sahara : quelle appréciation les Camerounais ont-ils de l'aide au secteur agricole ?* », étude coordonnée par Athanase Bopda (Ocisca) avec la collaboration de Bernard Njonga (SAILD).

Contact : Athanase Bopda, BP 14704, Yaoundé, Cameroun. E-mail : bopda-at@lom.camnet.cm

(2) Cette rencontre a réuni le 18 mai 1998 une trentaine de Camerounais pour débattre du pré-rapport.

Questions chaudes à propos de l'aide au secteur agricole

Glanés lors des enquêtes de terrain, voici quelques points de vue qui dérangent...

- Pourquoi serait-il plus pertinent de mobiliser prioritairement l'aide pour les groupes alors que ce sont les comportements individualistes qui prédominent ?
- Peut-on toujours continuer à décrier les incohérences des bénéficiaires de l'aide quand les donateurs eux-mêmes ne songent pas toujours à se concerter pour suivre, harmoniser et rendre plus efficaces leurs interventions ?
- Peut-on toujours se plaindre des incohérences des paysans quand leurs élites elles-mêmes montrent tant d'absence de cohérence, de cohésion et de solidarité (tant entre elles qu'avec les agriculteurs) et surtout une absence totale de véritable politique agricole ?
- Peut-on toujours réclamer de l'aide au nom du monde agricole alors que, par ailleurs, dans des pays où l'agriculture est la base de l'économie, on ne fait rien pour démocratiser et promouvoir l'enseignement agricole de masse et l'entrepreneuriat agricole de qualité ?
- Peut-on toujours réclamer de l'aide au nom du monde agricole alors que nulle part on ne se soucie suffisamment de voir émerger la voix des paysans eux-mêmes pour dire leurs priorités ? Pourquoi les questions d'aide restent-elles enfermées dans des problèmes d'argent ?